

## 2 Politique

## Dialogue politique

## Retour du scrutin majoritaire à deux tours : la fin de la contestation des résultats ?

J. KOMBILE MOUSSAVOU

Libreville/Gabon

**Les partisans des élections à deux tours prétendent qu'elles procurent plus de légitimité aux élus. Pas sûr, pour autant, qu'elles vont mettre fin à la propension des candidats perdants à remettre en cause la victoire des vainqueurs.**

UN scrutin majoritaire à deux tours à toutes les élections politiques au Gabon. Cette proposition, presque tous les participants à la phase citoyenne du Dialogue politique l'ont expressément formulée en arguant qu'elle conférerait plus de légitimité à nos élus. Étant entendu que, avaient-ils avancé, à l'heure actuelle, dans notre pays, les vainqueurs des élections à un tour pâtissent d'un déficit de légitimité évident. Plusieurs participants à la phase politique des assises qui se poursuivent toujours au stade d'Angondjé

semblent partager cet avis d'autant plus que, à les entendre, un des nombreux avantages d'un scrutin à deux tours serait le "filtre" que constitue premier tour, dans le cas d'une élection à plusieurs candidats. Les électeurs peuvent ensuite se prononcer, en toute sérénité, au second tour.

Ceci dit, est-ce que la restauration du scrutin majoritaire à deux tours permettra d'en finir, une fois pour toutes, avec la problématique de la contestation systématique des résultats électoraux dans notre pays ? Une contestation qui, comme on l'a vécu au mois d'août dernier, peut déboucher sur des violences dramatiques.

Ce fut déjà le cas à la Présidentielle de 1993, une élection pourtant à deux tours, à l'issue de laquelle l'opposition contesta la victoire d'Omar Bongo Ondimba en dénonçant notamment les "tripatouillages électoraux" et en clamant la victoire du père Paul Mba Abessole, candidat du Rassemblement national des



Photo : Bandoma

Les représentants de l'opposition favorables au retour du scrutin majoritaire à deux tours.

bûcherons (RNB). De cette situation, découlèrent des grèves en tous genres, appels à des villes mortes et toutes autres formes de protestation. Tant et si bien que, à la suite de l'appel à "la paix des braves" lancé par le leader du Parti gabonais du progrès (PGP), Pierre-Louis Agondjo Okawé, la classe politique nationale décida de se retrouver dans la ca-

pitale française pour asséoir les conditions d'une plus grande transparence électorale, à travers la conclusion des Accords de Paris. N'empêche que, quelques années plus tard, bis repetita au scrutin présidentiel majoritaire à deux tours de 1998. Cette année-là, Pierre Mamboundou, candidat de l'Union du peuple gabonais (UPG), endossa le costume de

challenger face à Omar Bongo Ondimba. S'ensuivirent les Accords d'Arambo ayant abouti, entre autres, à l'adoption de la biométrie, à l'introduction de l'enveloppe accolée et au principe de la remise des procès-verbaux aux représentants des candidats dans les bureaux de votes. Cinq ans plus tard, en dépit des dénonciations et autres protestations de l'opposi-

tion, le député de la Lolo-Wagna d'alors, Guy Nzouba Ndama, réussissait à faire adopter par le Parlement réuni en Congrès sa proposition de loi fixant révision de certaines dispositions de la Constitution, en institutionnalisant le scrutin majoritaire à un tour à toutes les élections politiques dans notre pays. Au nombre des motifs qu'il avait invoqué pour soutenir sa démarche, figurait notamment son ambition de réduire les coûts exorbitants liés à des élections à deux tours dans notre pays.

Pour autant, cela ne mît pas un terme au feuilleton de la contestation systématique des résultats électoraux par les représentants de l'opposition. Puisque, au sortir de la Présidentielle de 2005, Pierre Mamboundou remit encore en cause la victoire d'Omar Bongo Ondimba. Le scrutin présidentiel anticipé organisé en 2009 à la suite de son décès connut la même issue, André Mba Obame contestant l'élection d'Ali Bongo Ondimba...

## Interview du vice-président de l'Union nationale (UN)

## Mike Jocktane : « L'Union nationale ne fait plus rêver personne ! »

Propos recueillis par : Jonas OS-SOMBEY

Libreville/Gabon

**L'homme de Dieu et vice-président de l'UN, ancien soutien de l'opposant Jean Ping, fait partie des cadres de l'opposition dite radicale à avoir répondu favorablement à l'appel au dialogue du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Membre de la commission "réforme électorale", il revient, dans le présent entretien, sur ses attentes par rapport à ces assises, la décision de sa formation politique de le traduire en conseil de discipline, son engagement politique, le pouvoir. Franc et direct, celui dont la parole politique se fait rare, du moins dans nos colonnes, nous livre sa part de vérité. Lecture.**

**l'union.** Vous êtes, en tant que vice-président de l'Union nationale, l'une des personnalités importantes de ce Dialogue politique inclusif et sans tabou. Quelle idée vous vous faites de ces assises ?

**Évêque Mike Jocktane :** A mon sens, le Dialogue politique est une opportunité unique pour le Gabon. Je sais que ma participation à ce conclave suscite beaucoup de controverses, mais j'ai considéré que le progrès de la démocratie est prioritaire sur toutes autres considérations. Je me battrai avec les autres compatriotes afin d'obtenir des réformes importantes et utiles à même de garantir, dans l'avenir, des élections politiques apaisées et une alternance pacifique au pouvoir.

**Membre de la commission sur la réforme électorale, quelle pourrait être votre contribution ?**

- Depuis quelques années, toute la classe politique de l'opposition est d'accord sur un certain nombre de points de revendica-

tions sur ce sujet notamment. Je porterai avec conviction et passion les ambitions de l'opposition en m'appuyant sur le Mémoire produit par le Front et transmis aux représentations diplomatiques avant les dernières élections d'août 2016.

**Ne craignez-vous pas que ces assises accouchent d'une souris comme ce furent les cas de la Conférence nationale, des Accords de Paris et d'Arambo qui ont déçu beaucoup de compatriotes ?**

- Je ne suis pas de ceux qui pensent que ces rencontres républicaines ont accouché d'une souris. C'est à elles que l'on doit l'avènement du multipartisme, de la liberté de la presse entre autres. Le Dialogue national inclusif et sans tabou se justifie par le fait que le Gabon, depuis les dernières élections qui se sont mal passées le pays est en crise. Les Gabonais doivent se parler pour apaiser le pays, refaire naître la confiance dans nos institutions et restaurer la foi dans l'avenir.

**Seriez-vous prêt à entrer au gouvernement si la perche vous était tendue à l'issue dudit Dialogue politique ?**

- La perche ne m'a pas été tendue et ce n'est pas dans mes habitudes de faire des plans sur des incertitudes. Aussi, ma participation au Dialogue politique ne relève pas d'un calcul politicien afin de rentrer au gouvernement. Si cette offre m'est faite, je prendrai le temps d'y réfléchir et je répondrai de façon claire comme j'en ai l'habitude.

**Votre parti, l'Union nationale, a décidé de vous traduire, avec d'autres cadres, en conseil de discipline, après votre décision d'aller au Dialogue. Que répondez-vous à cette démarche qui vise clairement à vous exclure des rangs de cette formation politique vous de l'opposition radicale ? Allez-vous laisser faire ?**

- Aujourd'hui, l'Union nationale n'est plus



Mike Jocktane dissident de l'Union nationale (UN).

ce qu'elle était il y a quelques années lorsque mon mentor feu André Mba Obame en était le secrétaire exécutif. L'UN, aujourd'hui, ressemble beaucoup plus à l'UGDD d'avant 2009 puisque la plupart des "Amoïstes" de la première heure, l'ancien vice-président, Jean Eyeghe Ndong et ses soutiens se sont retirés. Le vice-président Oye Mba et ses partisans sont chaque jour un peu plus marginalisés et subissent les choix autocratiques du président Myboto et de ses affidés. L'Union nationale ne fait plus rêver personne et c'est la raison pour laquelle la convocation du conseil de discipline et du mérite n'inquiète et ne fait pleurer personne. Mes yeux ne sont pas tournés vers le passé mais plutôt vers l'avenir. Mes convictions et mon engagement politiques restent entiers.

**Ce conseil de discipline n'est-il pas normal après l'exclusion de celle qui était, comme vous, vice-président de l'UN, Estelle Ondo ? Quelle différence faites-vous entre les deux démarches**

?

- Je suis mis en examen dans mon parti parce que j'ai des convictions fortes et claires. J'aime le Gabon et je refuse de le sacrifier sur l'autel de desseins obscurs et inavoués, de prendre une posture qui, je le sais et le temps finira de le démontrer, ne sert pas les intérêts du pays. J'affirme que la décision du conseil national a été obtenue à l'issue de manœuvres indignes ponctuées par du trafic d'influence. Ce qui, pour ce qui me concerne, est inacceptable. Pour ces mêmes gens, je devrais garder le silence et par solidarité partisane me plier comme d'autres ont choisi de le faire. Je ne peux pas être solidaire contre le Gabon. J'ai choisi le Gabon. Je sais pour ma part que je suis traduit en conseil de discipline pour un délit d'opinion. Le cas d'Estelle Ondo fait l'objet d'une procédure judiciaire et donc je me garderai de faire un commentaire. Je note seulement que la première décision du tribunal lui a été favorable et a annulé la décision de son exclusion.

**Avec cette épée de Damoclès qui pèse sur votre tête, votre avenir politique ne s'écrit-il pas en pointillés ?**

- Non, pas du tout ! N'en déplaise à certains, nous représentons la nouvelle classe politique. Et notre histoire continuera de s'écrire dans l'environnement politique de notre pays. Je sais qu'il n'y a pas de fatalité et que nous pouvons, à force de travail bien fait, de volonté et d'engagement faire advenir le Gabon nouveau, celui dont nous rêvons pour nous et pour nos enfants. Nous serons présents sur le terrain pour incarner ce Gabon Nouveau.

**Au regard de tout cela, l'homme de Dieu que vous êtes ne regrette-t-il pas d'être allé sur le champ politique ?**

- Mon engagement en politique repose sur les mêmes fondements que ceux qui m'ont conduit au service de Dieu. Je n'ai donc aucun regret et même si les épreuves sont nombreuses, je ne me découragerais pas.